

LES DOSSIERS DE CENTRE INFO



CONGRÈS DES RÉGIONS DE FRANCE 2019

L'ORIENTATION TOUT AU LONG DE LA VIE



En partenariat avec



Sous le haut patronage de
Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République


Centre Inffo
PRÉSENTE

UHFP

L'UNIVERSITÉ D'HIVER DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

—◆—
**LES 29, 30 ET 31
JANVIER 2020
À BIARRITZ**

*La compétence
à la portée de tous !*

**LES INSCRIPTIONS
sont ouvertes !**

<https://uhfp.centre-inffo.fr/>

DEVENEZ PARTENAIRE DE LA 17^E UHFP : ◆ Guillaume Fournier > 01 55 93 92 01 ◆ Mirjana Maravic > 01 55 93 91 90
www.centre-inffo.fr
uhfp@centre-inffo.fr

RÉGIONS DE FRANCE, CENTRE INFFO ET L'ORIENTATION TOUT AU LONG DE LA VIE

Régions de France et Centre Inffo poursuivent leur partenariat débuté depuis plusieurs années, à travers notamment l'information des élus dans le champ de la formation et de l'orientation professionnelles.

Ce partenariat se traduit également par la réalisation de dossiers illustrant les thématiques abordées au cours du Congrès de Régions de France. Cette coopération s'inscrit pour Centre Inffo dans le cadre de sa mission de service public et de sa contribution au débat public concernant l'emploi, la formation professionnelle, mais aussi l'orientation.

Cette année, le congrès accueilli par la Région Nouvelle-Aquitaine, a pour titre "Ma Région agit pour moi". Deux thématiques seront en particulier éclairées au travers de deux dossiers.

Pour l'un, l'orientation, un champ de compétences régional étendu, avec la mission désormais confiée aux Régions, d'information sur les métiers et les formations, au service de l'orientation et de l'évolution professionnelle tout au long de la vie vers un public élargi aux lycéens, collégiens, apprentis, étudiants.

Pour l'autre, la formation des demandeurs d'emploi ou l'action menée par les Régions permettant le rapprochement des demandeurs d'emploi des entreprises, à travers les expérimentations qui cherchent à répondre aux besoins en compétences des entreprises et à proposer des parcours de formation adaptés pour les demandeurs d'emploi.

Ce document présente un certain nombre d'initiatives ou politiques portées par les Régions françaises en matière d'orientation, passerelle lancée entre le monde de l'éducation et de la formation, et celui du travail, passerelle indispensable puisqu'il n'existe qu'un seul marché de l'emploi où doivent s'insérer jeunes et adultes.

Ce dossier a été réalisé par Centre Inffo en collaboration étroite avec Régions de France, dans le cadre de leur partenariat.

Coordination pour Centre Inffo : Régis Roussel et Nathalie Legoupil (département Régions-Europe-International). Recherche documentaire : Catherine Quentric et Claudia Manuel de Condinguy. Adaptation et mise en page : Sandy Brunel et François Boltz. Impression : Claudie Carpentier et Alain Reverdy.

Nous remercions vivement les Régions d'avoir participé à l'alimentation de ce document.

Le magazine *des acteurs* de la *formation professionnelle*



Tous les produits de la formation
sont disponibles sur la boutique en ligne
boutique.centre-info.fr

Abonnement et renseignements :
Tél. : 01 55 93 91 91
1 an d'abonnement à *Info formation* (tarif 2019)
France métropolitaine : 190,00 € HT, 193,99 € TTC
Tarifs DROM et autres, nous contacter



Publicité Centre Info

S O M M A I R E

P. 04 • AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

La consultation Auvergne-Rhône-Alpes sur l'orientation appelle à renforcer les coopérations

P. 05 • BRETAGNE

Le speed-meeting de l'apprentissage prend ses quartiers en simultané dans quatre villes bretonnes

CENTRE-VAL DE LOIRE

Apporter son savoir en matière d'orientation dans une nouvelle histoire collective" (Isabelle Gaudron, vice-présidente de la Région Centre-Val de Loire)

P. 06 • CORSE

Les actions menées par la Collectivité de Corse dans le domaine de l'Orientation

P. 08 • GRAND EST

Orient'Est : la Région Grand Est accompagne les choix professionnels de tous les publics tout au long de leur vie

P. 09 • GUYANE

Signature de la convention de partenariat "AuTour de la formation", dispositif d'insertion professionnelle

P. 11 • ÎLE-DE-FRANCE

La Région Île-de-France prépare sa stratégie d'information et d'orientation tout au long de la vie

P. 12 • LA RÉUNION

Le "Passeport réussite" pour mieux s'orienter

P. 13 • NORMANDIE

L'agence régionale de l'orientation et des métiers

NOUVELLE-AQUITAINE

Cap-metiers.fr, le nouveau portail grand public sur l'emploi et la formation

P. 14 • NOUVELLE-AQUITAINE

Un Observatoire régional des parcours d'orientation tout au long de la vie

MAYOTTE

Le Pacte de Mayotte vise une meilleure adéquation entre offre de formation et besoins des entreprises

P. 15 • OCCITANIE

La Région accompagne les jeunes dans leur rentrée !

P. 16 • PAYS DE LA LOIRE

Pour leur stratégie de l'orientation, les Pays de la Loire misent sur la concertation

P. 17 • PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Orientation métiers : deux outils d'information à la disposition du public

La consultation Auvergne-Rhône-Alpes sur l'orientation appelle à renforcer les coopérations

Avec plus de 14 000 participants, la Région Auvergne-Rhône-Alpes se félicite du succès de sa consultation sur l'orientation. Les répondants se rejoignent sur la nécessité d'un dialogue accru entre les différents acteurs du système.

“ La grande consultation que nous avons pu conduire sur l'orientation est une véritable réussite !”, s'enthousiasme Stéphanie Pernod-Beaudon, vice-présidente de la Région Auvergne-Rhône-Alpes déléguée à la formation professionnelle, à l'apprentissage et au sport. Les contributions des quelques 14 000 répondants devraient permettre à la Région et ses partenaires de “porter une grande ambition pour qu'enfin, les entreprises, les acteurs de l'orientation et les familles se parlent et avancent dans la même direction”, souligne-t-elle.

Bénéficiaires

Lancée en avril 2019, cette consultation a permis de recueillir les attentes des différentes catégories d'acteurs concernés par le service d'orientation. Selon les premiers résultats, il apparaît, côté bénéficiaires, que les jeunes recourent à des ressources variées pour s'orienter, avec une prépondérance pour la famille et les stages. Ils sont un tiers à exprimer le sentiment d'un accompagnement insuffisant dans leurs démarches. Ils souhaiteraient avant tout être mieux informés sur les métiers, sur les étapes d'un projet d'orientation et sur l'aide à la connaissance de soi. 75 % des parents se sentent perdus et réclament la mise en place d'un outil recensant les stages proposés par les entreprises.

Entreprises

Pour 58 % des entreprises, ce sont des difficultés de recrutement liées à une méconnaissance ou représentation erronée du métier qui sont remontées. Une situation qui pourrait, selon elles,

58 %

des entreprises jugent que leurs difficultés de recrutement sont liées à des représentations erronées des métiers.

être améliorée par trois actions prioritaires : d'abord, que les professionnels de l'orientation soient mieux informés sur les métiers ; ensuite, de pouvoir intervenir auprès des publics ; et, enfin, de pouvoir proposer davantage d'immersions professionnelles sous forme de stages ou visites. Chez les personnes en activité ou en recherche d'emploi, 45 % des répondants indiquent utiliser leur réseau relationnel personnel pour s'orienter. Ce qui n'exclut pas le souhait d'un bouquet de services combinant ressources en ligne et suivi par un référent.

Professionnels

Pour mener à bien leur mission, les professionnels de l'orientation déclarent utiliser principalement les stages, les ressources numériques et les supports de l'Onisep. Leurs principales attentes concernent la recherche de solutions pour identifier des entreprises favorables à l'accueil de stagiaires.

Nicolas Deguerry

Le Quotidien de la formation, 28 mai 2019

+ D'INFOS www.centre-info.fr/site-centre-info/la-consultation-auvergne-rhone-alpes-sur-lorientation-appelle-a-renforcer-les-cooperations

Le speed-meeting de l'apprentissage prend ses quartiers en simultanément dans quatre villes bretonnes Intelli'Breizh connecte les étudiants et les entreprises bretonnes !

Objectif du speed meeting de l'apprentissage en Bretagne ? Vous faire découvrir les opportunités d'orientation dans les métiers du numérique, de l'ingénierie, des études, du conseil et de l'événement.

Gratuit, concret et destiné aux étudiants de bac à bac + 5, Intelli'Breizh booste l'employabilité des jeunes de Bretagne. Ce temps fort de l'orientation a eu lieu simultanément à Vannes, Brest, Rennes et Lannion. Les étudiants de la région étaient invités à se munir de leur CV et à partir à la rencontre des professionnels des secteurs qui les intéressent. Les entreprises ont pu leur présenter les métiers qu'elles font vivre et trouver, pourquoi pas, leurs futurs apprentis et collaborateurs.

Les écoles, quant à elles, étaient disponibles pour échanger autour des parcours d'orientation développés en Bretagne.

Gref Bretagne, juin 2019

+ D'INFOS www.gref-bretagne.com/Actualites/Agenda/Intelli-BREIZH-2019

BRETAGNE

Au salon Intelli'breizh, à Rennes.



Apporter son savoir en matière d'orientation dans une nouvelle histoire collective" (Isabelle Gaudron, vice-présidente de la Région Centre-Val de Loire)

La Région Centre-Val de Loire vient de lancer sa Fabrique de l'orientation. 150 personnes venues des Missions locales, Pôle emploi, du monde de l'enseignement et du Rectorat de l'académie Orléans-Tours ont découvert les outils mis à disposition de chacun. Un temps consacré à une réflexion collective sur l'orientation.

● Le Quotidien de la formation - Quel est l'objectif de cette Fabrique de l'orientation ?

● Isabelle Gaudron - Dans la lignée de notre SPRO augmenté, nous voulons prendre à bras-le-corps la question de l'orientation. En réunissant tous les acteurs régionaux de la formation, nous avons voulu les faire travailler ensemble. Certains n'ont

pas cette culture. L'idée est que tout le monde apprenne à se connaître. D'autant plus qu'avec la Fabrique, nous embarquons de nouveaux partenaires comme les enseignants, les proviseurs ou principaux de collège et des inspecteurs d'académie. Tout le monde a pu parler librement et écouter les autres, sans hiérarchie. Ce qui compte c'est d'apporter son savoir dans une histoire collective. ●●●

CENTRE-VAL DE LOIRE

● **QDF - Quelles actions sont prévues à terme et quels moyens ?**

● **I. G.** - Il ne s'agit pas forcément d'avoir plus de moyens financiers, même s'il en faudra, que de travailler tous ensemble. Nous avons lancé une consultation sur la mise en place d'une structure mobile qui voyagera dans les bassins de vie pour présenter des métiers attractifs.

“ **L'idée est que tout le monde apprenne à se connaître** ”

Nous prévoyons également de lancer la Petite Fabrique de l'orientation après la rentrée scolaire. Nous souhaitons délocaliser ce rendez-vous une vingtaine de fois pour être au plus près des préoccupations des territoires et des acteurs. Nous souhaitons également, lors d'une deux-

ième phase, associer les entreprises et les branches professionnelles qui ont beaucoup à apporter à la Fabrique. Ainsi que l'Opco, mais pour ce dernier, nous sommes pour l'instant sans interlocuteur régional.

● **QDF - Les jeunes sont les principaux concernés. Les avez-vous associés à votre démarche ?**

● **I. G.** - On ne peut pas comprendre cet enjeu sans connaître leur ressenti. C'est pour cela que nous avons voulu faire participer le Conseil régional de la jeunesse à cette première journée de la Fabrique. Ils avaient, auparavant, travaillé sur cette thématique lors d'un procès fictif où l'orientation a joué le rôle de l'accusé.

Propos recueillis par **Guilherme Ringuenet**

Le Quotidien de la formation, 22 juillet 2019

+ D'INFOS www.centre-info.fr/site-centre-info/actualites-centre-info/le-quotidien-de-la-formation/articles-2019/la-fabrique-de-lorientation-apporter-son-savoir-en-matiere-dorientation-dans-une-nouvelle-histoire-collective-isabelle-gaudron-vice-presidente-de-la-region-centr?preview=true

Les actions menées par la Collectivité de Corse dans le domaine de l'Orientation

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a confié à la Collectivité de Corse un rôle stratégique et renforcé en qualité de coordinateur de l'orientation à l'échelle de son territoire et pour tous les publics (droit à être informé, conseillé et accompagné en matière d'orientation professionnelle).

La Collectivité de Corse organise et pilote le service public territorial de l'orientation (SPTO) tout au long de la vie en coordonnant sur son territoire :

les actions des organismes participants au SPTO ; la mise en place du conseil en évolution professionnelle (CEP) ; l'information et la mise en réseau des centres de conseil sur la VAE ; et la lutte contre le décrochage scolaire.

Le site internet Corsica Orientazione

Consciente des enjeux en matière d'orientation tout au long de la vie, la Collectivité de Corse mettra à la disposition de tous les publics dans le courant du mois d'octobre 2019, le site internet Corsica Orientazione, portail entièrement dédié à l'orientation tout au long de la vie, afin de répondre aux besoins en matière d'orientation, de formation et d'emploi tout en tenant compte

“
Courant octobre
2019, ouverture
du portail Corsica
Orientazione”

●●● des données socioéconomiques du territoire.

Afin de promouvoir et de médiatiser ces actions auprès des publics, la Collectivité de Corse lancera une campagne de communication relative au SPTO et à ce portail Corsica Orientazione.

Une conférence de consensus

De plus, au regard des nouvelles compétences transférées aux Régions de par la loi du 5 septembre 2018, la Collectivité de Corse fait de la lutte contre le décrochage scolaire, un enjeu majeur de sa politique éducative. En effet, au vu du rapport sur les inégalités du décrochage scolaire édité par le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cneso) de décembre 2017, la Corse apparaît comme le territoire le plus à risque en matière de décrochage scolaire. En 2014, la Collectivité de Corse a développé un partenariat efficace entre l'Éducation nationale et les Missions locales en coordonnant les actions de prise en charge des décrocheurs. Afin de montrer le rôle pilote de la Collectivité de Corse dans ce domaine, de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire à la nécessité du travail en réseau, de partager une définition et un constat sur le décrochage scolaire en Corse, de dégager un consensus d'actions à mener et de proposer les axes de travail, une conférence de consensus intitulée "Réduire le décrochage scolaire en Corse, une mobilisation collective" devrait se tenir, selon le programme suivant : présentation de la problématique du décrochage scolaire dans toutes ses composantes, des expériences nationales et internationales, bilan et axes d'actions Objectifs : sensibiliser l'ensemble des acteurs du territoire à la nécessité du travail en réseau ; définir et partager une définition du décrochage scolaire. La con-

vention triennale 2019-2021 sera aussi à l'ordre du jour.

Une boîte à outils pour les 46 établissements publics locaux d'enseignement

La loi du 5 septembre 2018 réaffirme la responsabilité de la Collectivité de Corse en ce qui concerne la coordination des partenaires du SPTO et introduit une évolution de son champ de compétence en renforçant sa compétence d'information sur les métiers et les formations, au service de l'orientation et de l'évolution professionnelle tout au long de la vie, par un élargissement de sa responsabilité aux publics scolaires, universitaires et issus de l'apprentissage. Dans le cadre d'un atelier de travail



En septembre 2017, lors de la signature de la charte du Service public territorial de l'orientation, Corsica.

sur la diffusion de l'information sur les formations et sur les métiers de la commission de l'orientation, il a été convenu que les différents participants (CFA, Missions locales, Éducation nationale, Draaf, etc.) proposent un catalogue d'actions concrètes, sous la forme d'une boîte à outil, aux 46 établissements publics locaux d'enseignement répartis sur notre territoire. Cet outil, au service de la communauté éducative, devra permettre de diffuser une information pertinente sur les formations et les métiers, auprès des publics concernés, en prenant en compte la problématique de la mixité professionnelle et des données socio-économiques.

Collectivité de Corse

6 septembre 2019

SUITE • CORSE

Orient'Est : la Région Grand Est accompagne les choix professionnels de tous les publics tout au long de leur vie

En Grand Est, la Région a fait de l'orientation tout au long de la vie une priorité de son CPRDFOP : Performance Grand Est Objectif Orientation et un défi de sa stratégie jeunesse.

Avec la loi du 5 septembre 2018 "Pour la liberté de choisir son avenir professionnel", La Région élargit son spectre de responsabilités sur le sujet en élargissant son intervention sur l'information auprès des publics scolaires (collégiens, lycées), étudiants et des familles. C'est une belle opportunité d'amplifier et renforcer ses engagements auprès de tous les publics et, notamment, auprès des jeunes du Grand Est, pour les accompagner et les aider à faire des choix éclairés pour leur avenir.

La Région est réaffirmée dans son rôle de pilote et de coordinatrice du service public régional de l'orientation. Ce qui lui

confie une responsabilité sociale forte vis-à-vis de la population du Grand Est. C'est une occasion inédite de faire vivre les notions "tout au long de la vie" et "tout public" dans l'action régionale.

Chiffres-clés

Parmi les 5,5 millions d'habitants du Grand Est, plus d'1 million de personnes sont concernées par cette stratégie Orient'Est. La région compte 43 bassins d'emploi, 29 bassins d'éducation et de formation et 967 743 élèves y sont scolarisés de la maternelle à la terminale.

Le territoire du Grand Est compte aussi plus de 200 000 étudiants accueillis dans cinq Universités, préparant des diplômes de niveau bac + 3 à bac + 5 et dans près de 50 grandes écoles d'ingénieurs. Ce

sont aussi 15 IUT et 56 établissements de formations sanitaires, 154 lycées pour des sections de BTS, plusieurs écoles administratives et juridiques, dont deux campus de Sciences Po. Avec ses 37 000 apprentis et 500 000 demandeurs d'emploi, les cibles sont multiples et diverses. L'action régionale en matière d'orientation s'adresse aussi aux acteurs, prescripteurs : professionnels de l'orientation, de la formation et de l'insertion, de par la mission régionale Carif (Centre d'action régionale pour l'information sur la formation), dont les équipes éducatives et les familles. Par ailleurs les membres du SPRO sont constitués de 13 réseaux d'accueil d'information, d'orientation en Grand Est, soit 320 entités qui maillent le Grand Est.

Mettre en œuvre cette stratégie

À souligner, la continuité des actions conduites par le SPRO depuis trois ans : 2 millions d'euros par an. Les actions de promotion et de meilleure connaissance des métiers et des formations (forums, ateliers découvertes, Olympiades des métiers, etc.) s'adressent à tous les publics. Elles peuvent se décliner en plusieurs événements sur plusieurs jours ou semaines, et sur différents sites.

75 actions territoriales ont été soutenues en 2018, auxquelles il faut ajouter plus de 30 actions sectorielles, les Olympiades des métiers, 11 actions d'information post-bac, des actions pour encourager la mixité des métiers.

La stratégie de communication Orient'Est est mise en place avec, notamment, la promotion de l'agenda de l'orientation (<https://agenda.lorfolio.fr>). Lorfolio Grand Est est un

37 000

apprentis
et 500 000
demandeurs d'emploi
sont ciblés
par Orient'Est.

- portefeuille numérique de compétences, un outil pédagogique accompagné d'éducation à la gestion de parcours et de compétences. À ce jour, 78 000 personnes en Grand Est utilisent Lorfolio quotidiennement, en moyenne une heure par jour (www.lorfolio.fr).

La Région et les autorités académiques généralisent l'animation des PSAD (plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs scolaires) aux binômes CIO - Mission locale sur les territoires.

Une information conseil et des accompagnements à la VAE encourage l'évolution professionnelle des actifs. Le SPRO maintient un axe d'information sur tous les dispositifs de l'évolution professionnelle.

Et un soutien est apporté aux Missions locales du Grand Est (44 structures).

Mettre en œuvre la nouvelle compétence

Une Boîte numérique à outils, structurée par niveau, par secteur, par thème, par territoire, va être proposée, dans sa version 1, aux 920 établissements du Grand Est, CFA et établissements post-bac. Elle sera accessible dans la médiathèque de Lorfolio Grand Est, ainsi que sur Mon bureau numérique lycée 4.O.

Également à noter : la mise en place d'un réseau d'ambassadeurs métiers.

Des recherches de dispositions innovantes

À signaler : un partenariat avec le "youtuber" Greg Guillotin : l'objectif de ce partenariat inédit pour la Région est de se mettre véritablement à l'écoute des jeunes en utilisant leurs modes de communication (réseaux sociaux numériques, vidéos, etc.).

Et aussi : une plateforme pour organiser des salons virtuels des métiers ; et un programme de professionnalisation des acteurs de de l'orientation, de la formation et de l'insertion ouvert et adapté aux enseignants, équipes éducatives et parents.

Région Grand Est
26 août 2019



SUITE • GRAND EST

Plus de 250 personnes représentant l'ensemble de l'écosystème de la formation professionnelle présentes pour les premières Rencontres Performance Grand Est au siège de la Région, le 25 avril 2019.

Signature de la convention de partenariat "AuTour de la formation", dispositif d'insertion professionnelle

Pendant le Tour cycliste de Guyane, le 8 août 2019, se déroulait la signature de convention de partenariat du dispositif "AuTour de la formation". Il fait partie des actions de promotion mises en place dans le cadre du SPRO (service public régional de l'orientation).

“ AuTour de la formation ” est une initiative de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG), organisée en partenariat avec la Mission locale régionale de Guyane (MLRG), l'Opérateur public régional de formation (OPRF), l'Association pour l'emploi et l'insertion en Guyane (APEIG) et le régiment du Service militaire adapté (RSMA).

La Guyane a un taux de chômage moyen de 22 %, celui-ci s'élevant à 40 % chez les jeunes de 16 à 25 ans. Cette troisième édition a une nouvelle fois permis aux publics éloignés de l'emploi, ou en recherche de formation, d'échanger avec les acteurs de la formation professionnelle sur le territoire, dans un espace dédié "emploi-formation" sur le village du Tour cycliste de

GUYANE



Guyane, où des stands étaient installés à l'arrivée de chaque étape.

Établir un premier lien, ouvrir la démarche d'inscription

Il s'agissait de profiter de visibilité offerte par le Tour de Guyane pour informer le plus grand nombre sur tous les dispositifs auxquels on peut prétendre sur le territoire en matière de formation. Étaient présents pour cette signature : Claude Plénet, vice-président délégué à l'éducation, l'apprentissage et la formation professionnelle, représentant également l'OPRF en tant que président ; Richard Talbot, directeur de la formation professionnelle à la CTG ; Lyà Plénet, trésorière du Comité régional de cyclisme de Guyane ; Paul Montgénéie, directeur de l'Apeig ; et Jean-Raymond Passard, directeur de la MLRG.

L'ensemble des partenaires a souligné l'importance de cette opération, manifestation au cours de laquelle des jeunes et des parents se renseignent sur les différents parcours de formation, créant ainsi l'occasion d'établir un premier lien, avant d'enclencher la démarche d'inscription en formation.

Lors du Tour de Guyane 2019.



Claude Plénet, dans son discours, a rappelé l'intérêt de la reconduite du dispositif, qui permet d'aller dans les communes afin de rencontrer les publics, pour mieux les accompagner. Il a évoqué le fait qu'il serait intéressant que de telles opérations soient mises en place dans les com-

Signature de la convention de partenariat AuTour de la Formation, dispositif d'insertion professionnelle.



munes de l'intérieur par la suite. Enfin, il a salué le travail d'équipe des agents de la CTG qui s'investissent pour la jeunesse guyanaise.

Au mois de septembre, plus de 1 500 places en formation et accompagnement seront déployées à destination des publics peu qualifiés, dans le cadre du Pacte régional.

1 500
places de formation
et d'accompagnement
déployées.

Objectifs de l'opération "AuTour de la Formation"

- Profiter de l'engouement du grand public pour le Tour de Guyane afin de rencontrer les publics éloignés de l'emploi dans chacune des communes étapes ;
- repérer en particulier les publics Neets (not in employment, education or training) et du "halo du chômage" qui passent sous les radars des dispositifs classiques d'accompagnement vers l'emploi ;
- ignorer sur les mesures et dispositifs existants sur le territoire en se rendant au plus près des publics en demande (notamment dans le cadre du Pic et du Pacte régional) ;
- accompagner au mieux les publics dans la réalisation de leur projet professionnel.

Collectivité de Guyane

8 août 2019

+ D'INFOS www.ctguyane.fr/signature-de-la-convention-de-partenariat-autour-de-la-formation-dispositif-dinsertion-professionnelle/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_

La Région Île-de-France prépare sa stratégie d'information et d'orientation tout au long de la vie

Pour alimenter l'écriture de la stratégie régionale d'information et d'orientation tout au long de la vie francilienne, la Région organisait le 25 mars 2019 à Paris ses premières Assises régionales de l'information et de l'orientation tout au long de la vie.

L'écosystème du secteur a profité des premières Assises régionales de l'information et de l'orientation tout au long de la vie pour formuler ses recommandations au cours d'ateliers thématiques. Exemple, avec l'atelier Coordination et orientation tout au long de la vie, animé par Anne Père-Brillault, conseillère régionale, présidente de la commission Orientation du Crefop.

En écho à ce qui se pratique en Grande-Bretagne, une première proposition invite à profiter des lieux de passage (gares, centres commerciaux, etc.) pour "intensifier l'information". Une deuxième action suggère la mise en place d'un outil destiné à mieux articuler information initiale, suivi et accompagnement, sur le modèle du "passeport numérique" ou "passeport européen des compétences". Autre objectif, le renforcement de la relation avec le marché de l'emploi et le développement économique pourrait passer par la création d'un événement impliquant les recruteurs (action 3). Très concrète, la quatrième action s'intéresserait au renforcement des actions d'orientation à l'échelle du bassin d'emploi : banque de stages, portail de géolocalisation des acteurs, mutualisation des visites en entreprise, etc. Enfin, la dernière proposition, qui s'inscrit dans la dynamique "Opco" et une logique de spécialisation territoriale, suggère notamment de disposer de "référents" susceptibles de repérer les filières porteuses et prioritaires dans chaque bassin d'emploi.

Facteur temps

Autre exemple avec l'atelier "Innover pour l'orientation", animé par Marie-Christine Dirringer, présidente de Défi

Métiers et conseillère régionale. Ce sont, cette fois-ci, les problématiques de "temps", d'"immersion" et d'"individualisation" qui ont structuré les propositions.

L'appel à prendre en compte le facteur temps vise autant les bénéficiaires, qui doivent en bénéficier pour construire leur parcours, que les professionnels, qui doivent à la fois pouvoir se former à l'accompagnement et avoir du temps d'accompagnement.

“ Un cahier de l'apprenant, mémoire des apprentissages, pour cartographier les connaissances ”



Marie-Christine Dirringer, présidente de Défi Métiers et conseillère régionale.

Il est également proposé de généraliser le bilan de compétences, "dès le plus jeune âge et tout au long de la vie pour améliorer la connaissance de soi". Un "cahier de l'apprenant", mémoire des apprentissages, permettrait de cartographier les connaissances, les compétences et les talents développés tout au long de la vie. La notion d'immersion, virtuelle ●●●

ÎLE-DE-FRANCE

et présentielle, permettrait elle de "rendre plus concret" les choix d'orientation.

Ajouté aux propositions de la commission SPRO, ce dialogue avec les institutions partenaires et les acteurs de terrain a préparé la stratégie régionale appelée à être votée en séance plénière les 28 et 29 mai 2019. Selon Sandrine Lamiré-Burtin, conseillère régionale déléguée spéciale en charge de l'orientation, un groupe

de travail organisé sous forme de comité de pilotage assurera ensuite la mise en œuvre et le suivi des actions.

Nicolas Deguerry

Le Quotidien de la formation, 27 mars 2019

+ D'INFOS www.centre-inffo.fr/site-centre-inffo/actualites-centre-inffo/la-region-ile-de-france-prepare-sa-strategie-dinformation-et-dorientation-tout-au-long-de-la-vie

Le "Passeport réussite" pour mieux s'orienter Déployé en 2018 et financé à hauteur de 642 000 euros par la Région, le "Passeport réussite" est un outil numérique, disponible sur smartphone, destiné aux jeunes de 16 à 25 ans.

Les moins de 25 ans représentent 41 % de la population réunionnaise. C'est un atout... qui souffre de multiples handicaps. Avec un fort taux de décrochage scolaire, un taux d'illettrisme de 20 % et un taux de chômage de 41 % pour les hommes et de 37 % pour les femmes entre 15 et 29 ans, il est logique que le Conseil régional de La Réunion ait fait de la jeunesse sa priorité pour la mandature 2015-2020. La réussite des jeunes passe ainsi par une offre de formation diversifiée, des aides à la mobilité et des équipements de qualité.

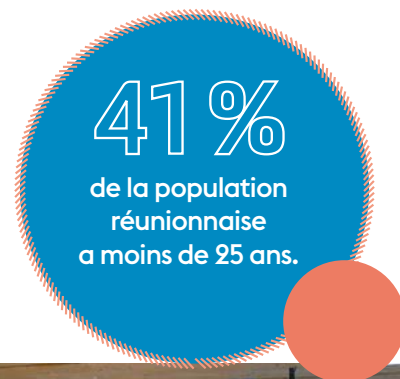
En regroupant les compétences des jeunes concernés, le "Passeport réussite" les accompagne dans leur parcours de formation grâce à un accès facilité à l'information et aux disposi-

tifs de financement. Il comprend aussi un crédit d'heures de formation avec accompagnement personnalisé, et un bouquet de services.

Région magazine

Supplément au n° 148 de *Région magazine*, avril 2019

+ D'INFOS www.regionsmagazine.com/wp-content/uploads/2019/07/SUPP148_LA-REUNION.pdf



Présentation du "Passeport réussite" par la Région Réunion. La mobilité ouvre aux jeunes Réunionnais une voie pour poursuivre leur projet de formation et d'insertion professionnelle.

L'agence régionale de l'orientation et des métiers

À l'occasion de la réunion conclusive des Assises régionales de l'orientation, la Région Normandie a présenté, le 20 juin 2019, les grands axes de la future politique régionale en faveur de l'orientation.

La Région Normandie investira plus de 4 millions d'euros dans la nouvelle Agence régionale de l'orientation et des métiers, et pour la mise en œuvre de son plan d'actions.

Élaborée sur la base des échanges entendus lors des Assises de l'orientation et d'un travail partenarial avec le Rectorat, dans le cadre du "Pacte régional des innovations", la stratégie régionale s'articule autour de 6 axes opérationnels :

- Axe 1 : Mettre en place une offre de service pour tous les publics.
- Axe 2 : Informer, communiquer, promouvoir et valoriser les métiers et les formations.
- Axe 3 : Accompagner les acteurs de l'orientation, les enseignants et les familles.
- Axe 4 : Renforcer le lien avec les ac-

teurs économiques.

- Axe 5 : Lutter contre le décrochage scolaire.
- Axe 6 : La création d'une Agence régionale de l'orientation et des métiers au 1er janvier 2020.

Conseil régional de Normandie

21 juin 2019



David Margueritte, vice-président chargé de la formation et de l'apprentissage.

NORMANDIE

Cap-metiers.fr, le nouveau portail grand public sur l'emploi et la formation

Cap Métiers Nouvelle-Aquitaine vient d'ouvrir son portail destiné au grand public. Il rassemble les informations utiles dans la connaissance des métiers et des formations, sur l'alternance et la VAE, sur les dispositifs mobilisables. Cap-metiers.fr inclut également de nombreux liens vers des sites internet spécialisés (Un geste, un métier, Mon métier, mon territoire, etc.), ainsi que des ressources documentaires et audiovisuelles. Il est consultable par tous en libre d'accès.

Cap Métiers Nouvelle-Aquitaine
juillet 2019

Lors de l'inauguration du Centre régional Vincent Merle pour l'orientation, la formation et la connaissance des métiers, nouvelle infrastructure de Cap Métiers, en 2014.



NOUVELLE-AQUITAINE

Un Observatoire régional des parcours d'orientation tout au long de la vie

Conformément aux orientations du CPRDFOP et suite à l'instauration du service public régional de l'orientation (SPRO), Cap Métiers Nouvelle-Aquitaine met en œuvre, dans le cadre de sa mission Oref, un Observatoire régional des parcours d'orientation tout au long de la vie.

S'inscrivant dans une stratégie prospective de l'orientation, il ciblera tous les publics, portera sur les quatre missions de l'orientation (accueil, information, conseil, accompagnement) et permettra de développer une connaissance commune des parcours d'orientation.

Cap Métiers Nouvelle-Aquitaine

janvier 2019

+ D'INFOS www.cap-metiers.pro/pages/438/Observatoire-des-parcours-Orientation.aspx



Dans les locaux d'Aquitaine Cap Métiers.

Le Pacte de Mayotte vise une meilleure adéquation entre offre de formation et besoins des entreprises

Le Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences du Département de Mayotte a été signé le 23 avril 2019. Il vise à répondre aux difficultés d'accès à la formation et à l'emploi liées à l'illettrisme et à davantage répondre aux besoins en compétences des entreprises.

Près d'un mois après la Collectivité territoriale de Guyane et quelques jours après le Conseil régional de la Réunion, le Conseil départemental de Mayotte a signé

Girardin, et du haut-commissaire aux compétences et à l'inclusion par l'emploi, Jean-Marie Marx. Un engagement financier de 69,3 millions d'euros pour la période 2019-2022, dont 21,3 millions pris en charge par l'État et 46,9 millions par la collectivité.

“ 58 % des habitants en âge de travailler ne maîtrisent pas les compétences de base à l'écrit en langue française ”

le 23 avril 2019 avec l'État son Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences, en présence de la ministre des Outre-mer, Annick

Illettrisme et illectronisme

“58 % des habitants en âge de travailler ne maîtrisent pas les compétences de base à l'écrit en langue française”, note le document. Le français est la langue maternelle d'un Mahorais sur dix seulement. Parmi les actions envisagées pour y répondre ainsi qu'à l'illectronisme : le renforcement des accompagnements professionnels et le développement de pré-qualifications sous

●●● forme de “sas”. Une plateforme numérique de formation distancielle est aussi prévue.

Selon le dernier recensement de 2017, Mayotte compte officiellement, 256 500 habitants. Elle connaît une forte croissance démographique liée, entre autres, à l'immigration depuis les Comores voisines. Avec un âge médian de 17 ans et demi, c'est le plus jeune département de France. Mais aussi, avec 35 % au deuxième trimestre 2018, ce département compte le plus fort taux de chômage. Parmi les freins relevés pour la formation et l'insertion professionnelles il y a la mobilité, du fait d'une faible desserte du territoire par les transports publics.

Mieux connaître les besoins

Un “manque de visibilité au niveau de la commande publique annuelle couplé à une insuffisance de continuité des actions de formation”, ainsi qu’“une insuffisance de connaissance précise des besoins en compétences des entreprises” sont par ailleurs constatés. L'offre de formation apparaît concentrée sur la zone de la préfecture, Mamoudzou. Un diagnostic partagé, dressé à l'automne 2018 et réunissant notamment les acteurs de la formation, les partenaires sociaux et différentes collectivités, vise à

“poser les jalons d'une refonte de l'approche de la formation professionnelle”.

La montée en compétences des organismes de formation est prévue par le Pacte “afin qu'ils puissent être en mesure d'intégrer des modalités et des formats pédagogiques innovants et performants”. À l'ordre du jour également, un plan de financement pour les équiper en outils digitaux et la création de tiers-lieux pour les publics non équipés d'ordinateurs ou de smartphones. La mise en place d'un outil centralisant les données du territoire en matière d'emploi et de formation est enfin prévue pour pouvoir “orienter les appels à projets sur des actions prioritaires”.

En tout, la création de 10 000 parcours de formation est prévue à Mayotte pour la période 2019-2022. Des places doivent notamment être ouvertes dans les secteurs des services à la personne, de la sécurité, du BTP, du transport et de la maintenance, du tourisme et des services aux entreprises.

Bénédicte Weiss

Le Quotidien de la formation, 3 mai 2019

+ D'INFOS www.centre-info.fr/site-centre-info/actualites-centre-info/le-quotidien-de-la-formation/articles-2019/le-pacte-de-mayotte-vise-une-meilleure-adequation-entre-offre-de-formation-et-besoins-des-entreprises

SUITE • MAYOTTE

La Région accompagne les jeunes dans leur rentrée !

P ermettre à chaque jeune d'Occitanie Pyrénées-Méditerranée d'accéder au savoir, à la formation et l'emploi dans des conditions optimales pour gravir l'escalier de la réussite, c'est l'objectif de la Région. Pour cela, elle mobilise une série de mesures fortes améliorant le pouvoir d'achat des jeunes et de leur famille dans un outil moderne et numérique : la “Carte Jeune région”, renouvelée et étendue à toute l'Occitanie Pyrénées-Méditerranée.

“D'ici 2022, nous aurons livré dix lycées neufs. Mais notre action en faveur de la jeunesse va bien au-delà de nos compétences obligatoires”, affirme Carole Delga, présidente de la Région : “Notre priorité est de soutenir le pouvoir d'achat des familles afin de donner à tous les mêmes chances de réussite et d'offrir des conditions d'étude optimales.”

Conseil régional d'Occitanie

+ D'INFOS www.laregion.fr/La-Region-accompagne-les-jeunes-dans-leur-rentree

OCCITANIE

Pour leur stratégie de l'orientation, les Pays de la Loire misent sur la concertation

À l'initiative du Conseil régional, les acteurs de l'éducation, de l'orientation et de l'emploi des Pays de la Loire étaient invités le 7 juin 2019, à Nantes, à une journée d'information et de travail. Objectif : nourrir la stratégie régionale d'orientation tout au long de la vie qui sera adoptée dans les semaines à venir.

“ Notre objectif est d'avoir des mesures très concrètes, opérationnelles sur les territoires dès la rentrée ”

Le “Grenelle de l'orientation” des Pays de la Loire s'inscrit sur le modèle du “Grenelle de l'apprentissage” précédemment organisé par la Région. Laquelle entend mettre en œuvre sa nouvelle compétence en matière d'information sur les métiers et la formation, élargie par la loi du 5 septembre 2018 aux publics scolaire, apprenti et étudiant. Elle a pour cela mené une première phase de consultation au cours des derniers mois.

“À travers plus de 50 rencontres organisées sur les départements, nous avons auditionné plus de 250 personnes : fédérations de lycéens, associations de parents d'élèves, réseaux de chefs d'établissements, partenaires sociaux, Missions locales, Opco, etc.”, a présenté André Martin, vice-président du Conseil régional en charge de l'emploi, de l'apprentissage, de la formation professionnelle et de l'insertion. La Région a également exploité les résultats d'un questionnaire diffusé depuis 2017 aux 15-30 ans et qui a recueilli plus de 6 000 réponses.

Embarquer l'ensemble des acteurs

La journée du 7 juin, qui a réuni plus de 400 participants autour de tables rondes et d'ateliers, marquait la seconde phase de ce processus de concertation. On a pu y entendre, notamment, André Chauvet, spécialiste des questions d'orientation, d'accompagnement, et des trajectoires professionnelles. Celui-ci est revenu sur la nécessité “d'avoir des politiques

d'orientation embarquant l'ensemble des acteurs d'un territoire et permettant de développer l'esprit critique et de se construire un point de vue”. William Marois, recteur de la région académique Pays de la Loire et de l'académie de Nantes, a présenté sa volonté d'un travail commun pour “élargir la palette des choix des jeunes et enrichir la vision des familles, notamment pour le public issu de milieux défavorisés et pour celui des jeunes filles dont les perspectives d'orientation sont souvent plus limitées”.

Stratégie régionale

Le fruit de la journée de ce Grenelle de l'orientation viendra alimenter la stratégie régionale d'orientation tout au long de la vie (adoption lors de la session plénière du Conseil régional des 20 et 21 juin 2019). Il servira également de base à une future convention régionale, signée avec les autorités académiques. “Notre objectif est d'avoir des mesures très concrètes, opérationnelles sur les territoires, dès la rentrée”, a indiqué Christelle Morançais, présidente du Conseil régional des Pays de la Loire. Font d'ores et déjà partie des mesures annoncées le lancement de cinq “Orientibus”, d'un nouveau site d'orientation régional “Choisir mon métier”, ainsi que l'instauration de référents départementaux en charge de la politique de l'orientation.

Raphaëlle Pienne

Le Quotidien de la formation, 13 juin 2019

+ D'INFOS www.centre-info.fr/site-centre-info/actualites-centre-info/le-quotidien-de-la-formation/articles-2019/pour-leur-strategie-de-lorientation-les-pays-de-la-loire-misent-sur-la-concertation

Orientation métiers : deux outils d'information à la disposition du public

Le service public régional de l'orientation et de l'évolution professionnelle garantit à toute personne l'accès à une information complète et objective sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunération, ainsi que l'accès à des services de conseil et d'accompagnement personnalisé.

“ Élever le niveau de qualification d'une génération entière pour réussir une insertion professionnelle pérenne, c'est mon ambition pour la jeunesse”, explique Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ajoutant : “Nous la construisons ensemble. Avec ma majorité, j'en ai fait une priorité. Chaque année, nous y consacrons un tiers de notre budget, soit plus de 800 millions d'euros.”

Une nouvelle compétence régionale

La loi du 5 septembre 2018 introduit une nouvelle évolution du champ de compétence de l'institution sur le service public régional de l'orientation et de l'évolution professionnelle. Elle lui retire sa compétence sur la mise en œuvre du conseil en évolution professionnelle, mais réaffirme sa responsabilité sur la coordination des services participant au service public régional de l'orientation et de l'évolution professionnelle. La loi renforce sa compétence d'information sur les métiers et les formations, au service de l'orientation et de l'évolution professionnelle tout au long de la vie, par le nouveau transfert de responsabilité sur le public scolaire et étudiants.

Ce dernier permet de conforter la compétence de la Région sur “l'information au service de l'orientation et de l'évolution professionnelle” en visant désormais l'ensemble des publics, y compris les élèves, à partir du collège. Cette nouvelle responsabilité permet donc d'agir sur l'ensemble de la “chaîne”, “de l'école à la retraite” et doit permettre de rendre concret

et effectif le droit à l'orientation tout au long de la vie.

Une plateforme d'accueil téléphonique, un portail d'information

Deux outils d'information sont mis à la disposition du public. D'abord, une plateforme d'accueil téléphonique, avec le numéro vert 0 800 600 007 (appel gratuit depuis un poste fixe). Des conseillers spécialisés répondent à toutes les questions sur les formations et les métiers mais aussi sur les aides et dispositifs régionaux.

Ensuite, le portail d'informations Orientationsud.fr offre un moteur de recherche sur les métiers, l'offre de formation régionale, les aides possibles. Il comprend aussi un annuaire des lieux d'accueil et d'information des publics ; des fiches métiers, des informations sur l'emploi en région ; des données socioéconomiques ; un onglet “Construire son projet” avec un espace personnel pour enregistrer ses recherches ; des focus sur le compte personnel de formation, l'apprentissage, la VAE ; et un agenda des événements.

Pour découvrir les métiers, les formations et les études en Région Sud, le site www.orientationsud.fr accompagne le public et le guide dans ses recherches. De nombreux dispositifs d'orientation existent pour permettre de construire son projet professionnel.

Les partenaires : Pôle emploi, Missions locales, Cap emploi, Apec, Opacif, etc.

Conseil régional
Provence-Alpes-Côte d'Azur
mai 2019

 www.maregionsud.fr/jeunesse-et-formation/orientation-metiers

“ Élever le niveau de qualification d'une génération entière pour réussir une insertion professionnelle pérenne ”

Glossaire des organismes et institutions

- ▶ **ACI** Atelier et chantier d'insertion
- ▶ **Acsé** Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances
- ▶ **Afpa** Agence pour la formation professionnelle des adultes
- ▶ **Agefiph** Association pour la gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées
- ▶ **Anact** Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail
- ▶ **ANLCI** Agence nationale de lutte contre l'illettrisme
- ▶ **Apec** Association pour l'emploi des cadres
- ▶ **APP** Atelier de pédagogie personnalisée
- ▶ **Carif** Centre d'animation, de ressources et d'information sur la formation
- ▶ **CDC** Caisse des dépôts et consignations
- ▶ **CDEI** Commission départementale de l'emploi et de l'insertion
- ▶ **CDIAE** Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique
- ▶ **Cedefop** Centre européen pour le développement de la formation professionnelle
- ▶ **Centre Inffo** Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente
- ▶ **Cése** Conseil économique, social et environnemental
- ▶ **Cése** Comité économique et social européen
- ▶ **Céser** Conseil économique, social et environnemental régional
- ▶ **CFA** Centre de formation d'apprentis
- ▶ **CIBC** Centre interinstitutionnel de bilan de compétences
- ▶ **CIO** Centre d'information et d'orientation
- ▶ **CNFPT** Centre national de la fonction publique territoriale

- ▶ **COE** Conseil d'orientation pour l'emploi
- ▶ **CPC** Commission professionnelle consultative
- ▶ **CPE** Commission paritaire de l'emploi
- ▶ **CPNEFP** Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle
- ▶ **CPRDFOP** Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles
- ▶ **Crefop** Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles
- ▶ **CSFPE** Conseil supérieur de la fonction publique de l'État
- ▶ **CSFPT** Conseil supérieur de la fonction publique territoriale
- ▶ **CUIO** Cellule universitaire d'information et d'orientation
- ▶ **DGAFP** Direction générale de l'administration et de la fonction publique
- ▶ **DGEFP** Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
- ▶ **Direccte** Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
- ▶ **EA** Entreprise adaptée
- ▶ **É2C** École de la deuxième chance
- ▶ **EI** Entreprise d'insertion
- ▶ **Épide** Établissement public d'insertion de la défense
- ▶ **Ésat** Établissement et service d'aide par le travail
- ▶ **ETTI** Entreprise de travail temporaire d'insertion
- ▶ **Feader** Fonds européen agricole pour le développement rural
- ▶ **Feder** Fonds européen de développement régional
- ▶ **FEF** Fondation européenne pour la formation
- ▶ **Fej** Fonds d'expérimentation pour la jeunesse
- ▶ **FFP** Fédération de la formation professionnelle
- ▶ **FIPHFP** Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique
- ▶ **FSE** Fonds social européen

- ▶ **Geiq** Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification
- ▶ **GIP** Groupement d'intérêt public
- ▶ **Ladom** L'agence de l'outre-mer pour la mobilité
- ▶ **Miviludes** Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires
- ▶ **MLDS** Mission de lutte contre le décrochage scolaire
- ▶ **Naric** Réseau des centres nationaux de reconnaissance académique des diplômes
- ▶ **O pca** Organisme paritaire collecteur agréé
- ▶ **O pco** Opérateur de compétences
- ▶ **OPMQ** Observatoire prospectif des métiers et des qualifications
- ▶ **Oref** Observatoire régional de l'emploi et de la formation
- ▶ **PRC** Point relais conseil
- ▶ **RCO** Réseau des Carif-Oref
- ▶ **SD-PFC** Sous-direction des politiques de formation et du contrôle
- ▶ **Sgar** Service général des affaires régionales
- ▶ **SIAE** Structure d'insertion par l'activité économique
- ▶ **SPE** Service public de l'emploi
- ▶ **SPE-R** Service public emploi régional
- ▶ **SPO** Service public de l'orientation
- ▶ **SPOTLV** Service public de l'orientation tout au long de la vie
- ▶ **SPRFP** Service public régional de la formation professionnelle
- ▶ **SPRO** Service public régional de l'orientation
- ▶ **SRC** Service régional du contrôle de la formation continue
- ▶ **Urssaf** Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales

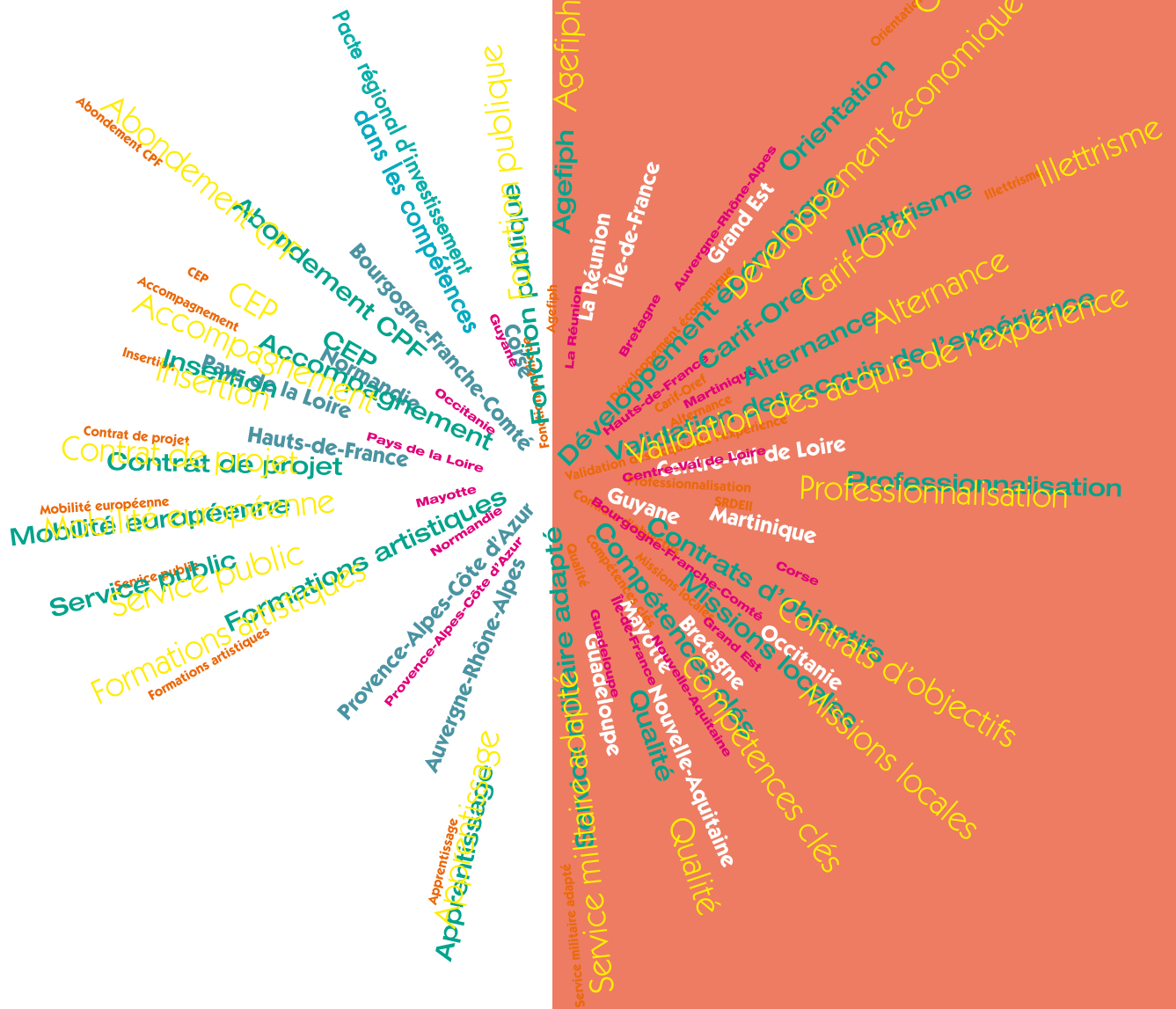
Glossaire

des dispositifs de formation

- ▶ **AAH** Allocation aux adultes handicapés
- ▶ **Accre** Aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise
- ▶ **Adec** Action de développement de l'emploi et des compétences
- ▶ **AES** Attestation d'entrée en stage
- ▶ **Afaf** Aide aux frais associés à la formation
- ▶ **AFC** Action de formation conventionnée par Pôle emploi
- ▶ **AFPR** Action de formation préalable au recrutement
- ▶ **AI** Association intermédiaire
- ▶ **AIF** Aide individuelle à la formation
- ▶ **AIS** Attestation d'inscription en stage
- ▶ **Ani** Accord national interprofessionnel
- ▶ **APDE** Accord préservation développement emploi
- ▶ **ARE** Allocation d'aide au retour à l'emploi
- ▶ **Aref** ARE-Formation
- ▶ **ASP** Allocation de sécurisation professionnelle
- ▶ **ASS** Allocation de solidarité spécifique
- ▶ **Biaf** Bordereau individuel d'accès à la formation
- ▶ **CBC** Congé de bilan de compétences
- ▶ **CCDI** Contrat à durée déterminée d'insertion
- ▶ **CDII** Contrat à durée indéterminée intermittent
- ▶ **CDPI** Contrat de développement professionnel intérimaire
- ▶ **CEC** Compte engagement citoyen
- ▶ **CEC** Cadre européen des certifications
- ▶ **Cefa** Contrat emploi-formation agricole
- ▶ **CEP** Conseil en évolution professionnelle
- ▶ **CEP** Contrat d'études prospectives
- ▶ **CET** Compte épargne temps
- ▶ **CFP** Congé de formation professionnelle
- ▶ **CIR** Contrat d'intégration républicaine

- ▶ **CléA** Certificat de connaissances et de compétences professionnelles
- ▶ **CPA** Compte personnel activité
- ▶ **CPF** Compte personnel de formation
- ▶ **CPRDFOP** Contrat de plan régional de développement des formations et d'orientation professionnelles
- ▶ **CQP** Certificat de qualification professionnelle
- ▶ **CQPI** Certificat de qualification professionnelle interbranches
- ▶ **CVAE** Congé pour validation des acquis de l'expérience
- ▶ **Dima** Dispositif initiation en alternance
- ▶ **Dilf** Diplôme initial de langue française
- ▶ **DPC** Développement professionnel continu
- ▶ **EAO** Enseignement assisté par ordinateur
- ▶ **ECTS** Système européen de transfert des unités de cours capitalisables
- ▶ **Edec** Engagement de développement de l'emploi et des compétences
- ▶ **EMT** Évaluation en milieu de travail
- ▶ **EOD** Enseignement ouvert et à distance
- ▶ **EPP** Évaluation des pratiques professionnelles
- ▶ **Fest** Formation des salariés en situation de travail
- ▶ **FMC** Formation médicale continue
- ▶ **FNDMA** Financement national du développement et de modernisation de l'apprentissage
- ▶ **FOAD** Formation ouverte et à distance
- ▶ **FPC** Formation professionnelle continue
- ▶ **FPTLV** Formation professionnelle tout au long de la vie
- ▶ **GPEC** Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
- ▶ **GPECT** Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriales
- ▶ **IAE** Insertion par l'activité économique
- ▶ **Itaques** Itinéraire personnalisé d'accès à la qualification et au diplôme

- ▶ **Morea** Module de repréparation à l'examen par alternance
- ▶ **NSI** Certificat de navigation sur internet
- ▶ **ORE** Offre raisonnable d'emploi
- ▶ **Pacea** Parcours accompagnement contractualisé emploi autonomie
- ▶ **Pacte** Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière, et de la fonction publique de l'État
- ▶ **PEC** Parcours emploi compétences
- ▶ **Pro-A** Promotion par l'alternance
- ▶ **PSP** Plan de sécurisation professionnelle
- ▶ **PDPIE** Plan départemental pluriannuel pour l'insertion et l'emploi
- ▶ **PIJ** Projet initiative jeune
- ▶ **PMSMP** Période de mise en situation en milieu professionnel
- ▶ **PO** Programme opérationnel
- ▶ **POE** Préparation opérationnelle à l'emploi
- ▶ **POEC** Préparation opérationnelle à l'emploi collective
- ▶ **POEI** Préparation opérationnelle à l'emploi individuelle
- ▶ **PPAE** Projet personnalisé d'accès à l'emploi
- ▶ **PPP** Plan de professionnalisation personnalisé
- ▶ **PRAFP** Programme régional d'apprentissage et de formation professionnelle
- ▶ **R2F** Rémunération de fin de formation
- ▶ **RFPE** Rémunération formation de Pôle emploi
- ▶ **RNCP** Répertoire national des certifications professionnelles
- ▶ **RSA** Revenu de solidarité active
- ▶ **RSP** Régime public de rémunération des stagiaires
- ▶ **SCEOFP** Stratégie coordonnée en matière d'emploi, orientation et formation professionnelle
- ▶ **SEE** Stratégie européenne pour l'emploi
- ▶ **SMA** Service militaire adapté
- ▶ **SMV** Service militaire volontaire
- ▶ **VAE** Validation des acquis de l'expérience
- ▶ **VES** Validation des études supérieures



Depuis plus de 40 ans, Centre Inffo décrypte l'actualité de la formation à l'échelle nationale, régionale et européenne. Association sous tutelle du ministère en charge de la formation professionnelle, dotée d'une mission de service public dans le champ de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles, Centre Inffo met à la disposition des professionnels une offre de formation complète, une expertise juridique et documentaire, réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et assure un rôle d'animation du débat public. Son agence de presse permet un accès en temps réel à toute l'actualité de la profession. Interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et des partenaires sociaux, il les soutient et les accompagne dans la réalisation de leurs missions.